

Quel crédit pour les ONG ?

La délégation de la FIDH, venue pour une mission d'information en Algérie, présidée par le Marocain Driss El Yazami, a, semble-t-il, trouvé son port d'attache à Alger, et qui n'est autre que le tant visité siège du parti du Front des forces socialistes (FFS). Le parti d'Aït-Ahmed aura accueilli, en exclusivité en tant que formation politique, opposition et pouvoir confondus, les différents représentants des ONG humanitaires, exception faite de Human Rights Watch (HRW) qui a tenu à préciser, bien qu'elle ait eu l'occasion de rencontrer les avocats du FIS dissous, que sa vocation humanitaire en Algérie ne pouvait nullement interférer avec une quelconque activité ou sympathie politique. Le Jordanien Baher, qui a décidé d'entamer les formalités en vigueur pour adopter un enfant orphelin d'une famille victime du terrorisme, avait déclaré que HRW, dont il est un des représentants, n'a pas politisé sa visite pour la simple raison que les objectifs qu'elle s'est fixés sont strictement humanitaires. «Nous sommes des experts des droits de l'Homme», a-t-il tenu à dire. Driss El Yazami, président adjoint de la FIDH, qu'il avait intégrée depuis 1975, vient d'être rejoint par son amie Youss Nacéra Dotour, présidente franco-algérienne de l'Association des disparus de Paris, qui n'est autre que la cousine du fameux Youss Abdallah, unique témoin des massacres de Bentalha, dans le reportage télévisé consacré alors par France 2 à l'événement. Ce «triangle familial», qui ne surprend guère, nous donne une idée des prédispositions des uns et des autres au parti pris sur la situation des droits de l'Homme en Algérie. Quoi qu'il en soit, l'objectivité des uns compense un tant soit peu la subjectivité des autres qui nourrissent souvent des préjugés favorisés par des informations longtemps colportées à l'étranger par les médias internationaux concernant la situation sécuritaire en Algérie. L'Algérie est devenue aujourd'hui un lieu de pèlerinage des ONG et organismes internationaux et un théâtre où viennent se produire des acteurs qui, même s'ils sont différents à chaque fois, produisent un spectacle identique, au point où cette pratique nous fait nous interroger sur les véritables raisons d'une présence. A force de devenir une reproduction du même scénario, la venue de ces organisations humanitaires répond chez elles moins à un besoin de s'informer sur les événements survenus en Algérie qu'à celui d'affirmer un droit de regard que l'Etat algérien leur déniait alors. Venir pour venir, s'informer s'il y a lieu et établir un rapport dont la complexité - et cela nul ne l'ignore - ne permet d'en envisager le règlement qu'à long terme. Et ce ne sont pas les ONG qui affirmeront le contraire. Le suivisme qui caractérise les différentes ONG n'épargne pas non plus les médias français. *RFO*, *LCI* et *Le Figaro*, actuellement en Algérie à l'occasion de la visite très prochaine du président Bouteflika en France, et vraisemblablement venus pour rendre compte de la réalité du retour à la vie dans notre pays, n'ont pu s'empêcher de braquer leurs zooms sur la visite de la FIDH et ses rapports avec le FFS. La quête de scoops l'emporterait-elle encore une fois sur la lecture objective des faits ? Rien ne semble, jusque-là, affirmer le contraire. Par ailleurs, quel crédit donc accorder à tant de rapports, à tant de visites qui semblent s'intéresser à la même chose et conclure la même chose ? L'on pourrait penser qu'il s'agit de recoupements qui font coïncider des faits et des témoignages authentiques, mais cette certitude perd toute sa consistance lorsqu'on se rend compte que la source d'informations demeure unique, émanant des mêmes interlocuteurs.

R. N.